

Opinion | Souveraineté européenne en matière de la défense: un saut vers une fédéralisation de l'Europe est indispensable

Le choix de l'Europe en matière de sécurité et de défense doit dépasser les petits pas prudents de ces trente dernières années et faire un saut vers une fédéralisation de l'Europe, en vue d'acquies sa pleine souveraineté.

Dans son Livre Blanc pour une défense européenne et le plan ReArm Europe/Préparation à l'horizon 2030, la Commission et la Haute représentante concluent que l'Europe est confrontée à un choix fondamental concernant son avenir: veut-elle se débrouiller dans les années à venir en essayant de s'adapter aux nouveaux défis de manière progressive et prudente? Ou bien veut-elle vraiment décider de son propre avenir, sans coercition ni agression, en veillant à ce que les Européens puissent vivre dans la sécurité, la paix, la démocratie et la prospérité?

Quelles sont les implications du défi de la défense européenne? Qu'il s'agisse de la protection des infrastructures critiques, de la sécurisation des réseaux énergétiques et de communication, ou de la décision de fabriquer des armes en Europe ou de les acheter à l'extérieur, l'investissement dans la défense est structurel. "Structurel" signifie qu'il existe une vision stratégique de la sécurité, une projection à long terme qui prend en compte non seulement l'intérêt, mais aussi la valeur intrinsèque de l'investissement réalisé dans la défense. L'industrie de la défense, comme toute autre industrie, a besoin de prévisibilité.

Comme l'a décrit le politologue américain Robert Jarvis, la perception historique joue un rôle crucial dans la formulation d'une vision stratégique efficace. Ce problème devient critique dans le cas de l'Union européenne où les décisions à prendre en matière de sécurité et défense sont conditionnées, voire filtrées, par 27 perceptions nationales. On comprend aisément pourquoi il a été jusqu'ici plus confortable de confier la tâche à l'Otan en cédant la responsabilité de son commandement militaire aux États-Unis.

Beaucoup de fausses perceptions à propos du rôle de l'Europe

Toutefois, la perte de confiance mutuelle entre les deux rives de l'Atlantique qu'a généré le tournant radical de l'administration Trump, oblige à faire cet effort d'appréciation pour éviter que les biais cognitifs, les récits historiques et les mythes déforment l'évaluation des opportunités et des menaces de sécurité pour la défense de l'Europe démocratique.

Quelles sont donc les fausses perceptions existantes à propos du rôle de l'Europe dans le

réseau de pouvoir mondial?

La première se trouve dans l'abus du mot Europe. L'Europe n'est pas un sujet politique souverain comme la Chine, la Russie ou les États-Unis. Avec cet abus sémantique, les États membres et les institutions de l'Union européenne embrouillent les citoyens et, par conséquent, eux-mêmes.

La deuxième erreur de perception consiste à prétendre que les objectifs de sécurité et d'autonomie stratégique à l'échelle européenne peuvent être atteints avec le paradigme de la primauté du libre-échange comme mécanisme de régulation des relations internationales. La guerre en Ukraine a montré les failles de la «Boussole stratégique» de 2022 qui présentait l'Union européenne comme un «fournisseur de sécurité», «acteur global» et «partenaire» en matière de sécurité et de défense. Se trouver en étau entre la guerre commerciale de Trump et la guerre hybride de Poutine devrait suffire pour se rendre compte des limitations de l'arme économique pour résoudre des dilemmes de sécurité.

Il manque un récit commun sur le «pourquoi» une défense européenne

Bien que le plan ReArm Europe et le Livre Blanc aillent dans la direction d'une plus grande d'autonomie stratégique de l'Union (cfr. exception au Pacte de stabilité, assurer que les dépenses des États membres aient un effet économique structurel et orienté vers la production industrielle), le problème stratégique demeurera tant qu'il n'y aura pas de récit commun sur le «pourquoi» d'une défense européenne à long terme et la sécurité collective européenne.

La troisième inconsistance réside dans la prise de décision politique sous-estimant l'érosion de la souveraineté nationale fauchée par l'influence des grandes multinationales technologiques. Les États-nations de l'Union ne peuvent plus contrôler le transfert de richesses et d'informations. Les rivalités géopolitiques ont provoqué une accélération de la course technologique mondiale et seuls quelques États maîtrisent ce facteur «géo-technologique».

Ces trois erreurs de perception se fusionnent en une seule: l'illusion que les États-nations européens peuvent encore jouer un rôle primordial sur la scène mondiale grâce à la coordination intergouvernementale.

Le recul de l'Union européenne en termes d'influence extérieure et les tensions qui s'accumulent au sein des politiques nationales prouvent cette constatation. À cet égard, la Commission annonce qu'une «Stratégie de préparation de l'Union» aux conflits et aux crises, et une «Stratégie de sécurité intérieure de l'UE», suivront le Livre Blanc.

Identifier le véritable nord ne suffit pas pour l'atteindre...

En réalité, une vision stratégique découle d'une conscience d'unité collective partagée de façon solidaire, et non seulement d'une conscience transactionnelle. Comme le répétait Abraham Lincoln, identifier le véritable nord ne suffit pas pour l'atteindre. Le succès dans le processus de transformation doit être éclairé par une pensée stratégique unifiée et autonome autour des facteurs moteurs de l'avenir.

Par conséquent, puisque les Européens disent, selon les Eurobaromètres, souhaiter que l'Europe assume une plus grande responsabilité en matière de défense, il faut accorder beaucoup plus d'attention à l'analyse systémique et de synthèse des informations pour prendre des décisions qui façonneront notre avenir en matière de sécurité et défense.

Une planification dynamique à long terme des besoins communs européens est certes complexe, mais essentielle pour assurer la prévisibilité financière des investissements à réaliser pour la défense et la sécurité collective, notamment en raison de la conditionnalité imposée par le fait que l'Union européenne n'est ni un État ni une fédération d'États.

Preuve en est que malgré la création de l'Agence Européenne de Défense en 2004 et l'augmentation des dépenses de défense (1), aucun marché national de l'Union n'a la taille requise pour permettre à l'industrie européenne de la défense de se développer suffisamment. À titre d'exemple, en 2023, 70% des technologies de cybersécurité utilisées en Europe provenaient des États-Unis (2).

Quelles prémisses faudrait-il prendre en compte pour établir les bases d'une pensée stratégique européenne? Fondamentalement trois.

Une structure fédérale pour agréger les forces armées nationales

Premièrement, mettre en place un État fédéral, avec ses pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, l'exécutif comportant un département de la défense responsable du développement d'une planification stratégique dynamique. Cela éviterait le chevauchement actuel et l'accélération des programmes "réactifs" qui confondent la pertinence et la durabilité des stratégies européennes. Cela fournirait un canal d'intégration pour la coopération entre le futur "Observatoire des technologies critiques pour les chaînes de valeur de l'espace et de la défense", les services de renseignement et les services de prospective européens.

Deuxièmement, la structure fédérale devrait être l'épicentre d'un réseau agrégeant les forces armées nationales.

Troisièmement, une "Université européenne de Défense" permettrait d'articuler les institutions nationales existantes, telles que les deux Universités de la Bundeswehr, l'université de Défense

de la République tchèque et celle de la Finlande.

Enfin, pour parvenir à une défense efficace et crédible, il faut définir une chaîne de commandement européenne unique qui, pour être pleinement légitime, doit émaner d'un pouvoir politique démocratique au niveau européen, donc d'un État fédéral européen.

En 1772, dans ses «Considérations sur le Gouvernement de la Pologne», Jean-Jacques Rousseau se demandait comment un système de gouvernement aussi bizarre (la «République nobiliaire») avait pu résister aussi longtemps. Et il préconisait aux 'braves polonais' qui avaient demandé son conseil: «En songeant à ce que vous voulez acquérir, n'oubliez pas ce que vous pouvez perdre». Aujourd'hui, nous dirions que le choix de l'Europe en matière de sécurité et de défense doit dépasser les petits pas prudents de ces trente dernières années et faire un saut vers la fédéralisation de l'Europe, en vue de sa souveraineté.

Francisco Vigalondo, Domenico Rosseti di Valdalbero,

Jean Marsia et François Mennerat

Union des Fédéralistes Européens